

## **OWNING THE WEATHER [S'approprier la météo]**

**LA GUERRE ENVIRONNEMENTALE GLOBALE A DÉJÀ COMMENCÉ**, par Fabio Mini

Le conflit entre ceux qui aspirent au bien-être et ceux qui défendent le leur propre est représentatif de ce siècle. La manipulation de l'environnement en est la figure centrale. De Carthage à l'Irak, via le Vietnam, on détruit la nature pour anéantir l'ennemi. Et s'anéantir soi-même.

1. Les Cassandre qui durant des décennies ont annoncé tous les désastres écologiques imaginables, la fin des ressources énergétiques, l'appauvrissement des surfaces cultivables, l'avancée de la désertification et la fin de l'air respirable, étaient sur le point d'être reléguées à l'histoire des prophètes de mauvais augure parce qu'aucune de leurs prévisions ne semblait s'avérer dans des délais historiquement mesurables. Mais désormais les Cassandre n'ont plus à fournir aucun effort d'imagination ou de persuasion : il suffit de deux journées de chaleur en plus pour convaincre tout le monde que l'été prochain on ira se baigner au Pôle Nord, et deux jours de pluie supplémentaires pour anticiper un retour aux constructions sur pilotis.

La grande peur du trou d'ozone qui nous a tenus dans l'inquiétude pendant des décennies a été supplantée par celle du réchauffement global. Le trou, on ne sait trop pourquoi, semble se refermer à certains endroits et s'ouvrir à d'autres. Alors que le trou d'ozone culpabilisait les pays riches du fait qu'on l'attribuait aux bombes aérosols avec lesquelles se parfumaient et se savonnaient les sociétés évoluées, le réchauffement global a le gros avantage d'être « démocratique » et de nous faire nous sentir tous coupables et impliqués, riches et pauvres, évolués et arriérés. Ce trou dépend de l'augmentation des émissions des gaz à effet de serre, lesquelles dépendent des rejets polluants de dioxyde de carbone directement liés à ce que nous consommons et émettons tous : depuis l'anhydride carbonique que nous expirons jusqu'à l'échappement de notre automobile malgré nos folles dépenses pour la rendre écologique. Mais il y a, même dans ce régime « démocratique », une place pour la discrimination. On tend à justifier les émissions de ceux qui produisent la richesse et à criminaliser ceux qui polluent par le simple fait de devoir respirer, se chauffer, faire cuire leur soupe ou juste tenter de s'émanciper. Beaucoup se demandent : s'ils ne produisent pas de richesse, qu'ont-ils à respirer ? S'ils puisent dans les ressources et polluent

pour produire des choses qui nous font concurrence, pourquoi les laisser continuer ? Et s'ils n'ont pas eu d'auto jusqu'à présent, pourquoi ne continuent-ils pas à rouler à vélo ?

On est enclin à attribuer la responsabilité de la pollution pas tant à ceux qui produisent la masse des émissions qu'à ceux qui produisent la différence qui la transforme en masse critique. Compte tenu que ce que nous rejetons est exactement ce que nous consommons (et tout ce que les êtres vivants consomment est énergie), il devrait être facile de trouver les vrais responsables de la pollution : il suffirait de repérer qui consomme et émet le plus. Mais même cela n'est pas aussi simple. Notre société est dite de consommation justement parce que le niveau de vie et le bonheur eux-mêmes sont évalués en produits consommés. Réduire cette consommation conduit inévitablement à renoncer à certains plaisirs et à diminuer un niveau de vie calqué sur ce critère. Peu importe s'il s'agit d'une norme non durable et insignifiante dans laquelle le bien-être se fonde sur le superflu et le gaspillage. Peu nombreux encore sont ceux qui pensent à réduire leur consommation ou à aligner leur style de vie sur une norme qui mesurerait le bonheur et le bien-être aussi en termes d'esprit, de solidarité, de respect de l'environnement et d'humanité.

2. Le cri d'alarme enflammé d'Al Gore – suivi d'années de mutisme alors même qu'il gouvernait la nation qui consomme le plus d'énergie et produit le plus d'émissions – est justifié. Il est légitime de démontrer que la soif d'énergie mène à l'effondrement des ressources et à l'accélération des dommages sur l'environnement. L'alerte sur l'impact climatique de l'anhydride carbonique et la comparaison avec Vénus sont correctes, surtout venant de Mars, et l'appel au gouvernement à consommer moins et s'impliquer plus est sacrosaint. Tout cela a valu à Al Gore un oscar et un prix Nobel de la paix, ces médailles qu'on ne refuse plus à quiconque s'appuie sur un bon lobby. Ce qui jette quelque doute sur l'authenticité de sa fulgurante conversion vient du fait que Gore était vice-président des États-Unis et a représenté les intérêts de son pays dans les transactions et compromis du protocole de Kyôto. Traité que son État n'a jamais ratifié et qu'à présent il déclare lui-même inapplicable.

Tout aussi incohérente est la motivation de son engagement actuel. Comme il l'a lui-même écrit dans *La Repubblica*, l'Amérique doit s'impliquer davantage parce que c'est elle qui guide le monde et parce qu'on peut récupérer plus d'emplois et de profits par les campagnes écologistes. Le rôle de guide n'est pas à contester étant donné aussi la qualité

des énergies brutes, mais la direction suggérée, voire imposée par la force, n'est peut-être pas la bonne. En outre, la pulsion freudienne vers le profit ne garantit pas que la conversion soit suivie du changement de mentalité que nécessite l'abandon d'un critère de référence du bien-être consumériste pour en adopter un qui soit compatible avec l'environnement et bénéfique à l'humanité entière, pas seulement celle des Américains. Enfin, son appel à adhérer au traité sur la réduction des émissions à hauteur de 90% dans les pays développés et plus de la moitié dans le monde entier signifie que, alors que le sacrifice des premiers ne concernera que gaspillages et produits superflus, celui demandé au pays en voie de développement aura une incidence sur la survie et la quête d'émancipation de la pauvreté et de l'arriération. Somme toute, Al Gore et ceux qui le financent s'insèrent dans un cadre de spectacularisation des risques environnementaux qui sert plus à troubler les consciences collectives qu'à convaincre les puissants.

Moins spectaculaire mais peut-être plus rationnelle est l'observation d'Angela Merkel qui refuse implicitement les généralisations et la logique du profit. Si les émissions sont le miroir de la consommation et cette dernière l'indicateur du niveau de vie, le paramètre à prendre en compte est celui des rejets polluant par tête. En Europe, chaque citoyen émet 7 tonnes d'anhydride carbonique par an. L'Allemagne est à 11 tonnes, les USA dépassent les 20, la Chine est à 3,5. Mme Merkel observe donc que la limitation des émissions doit se faire à partir de ceux qui consomment et émettent le plus. Cette déduction n'est pas partagée par les compatriotes de Gore – surtout les gouvernants – et par la bande de ceux qui les soutiennent de par le monde. Pour eux, il serait préférable de remettre à zéro la consommation énergétique et donc les émissions de la Chine et de l'Inde pour s'autoriser à continuer à consommer 80% des ressources globales. Il vaudrait mieux empêcher et boycotter le développement de 3 milliards de personnes qui n'ont jamais rien eu plutôt que de convaincre à consommer moins de 200 millions de personnes qui en ont toujours eu tant et plus.

De toute évidence, une telle approche ne permet pas un développement équilibré de la planète. Au contraire, pour maintenir de hauts niveaux de consommation de la minorité, on est forcé de renoncer à la protection de l'environnement ou d'empêcher le progrès et le développement de la majorité, quitte à lui faire endosser la responsabilité de la pollution. Tant qu'une telle majorité était constituée de pays fermés sur eux-mêmes, en voie de faillite ou sous domination coloniale, la fermeture au progrès était simple et, de bien des manières,

auto-infligée. Mais depuis presque 20 ans, cette majorité s'est montrée au monde et mise en position dominante dans de nombreux secteurs économiques et technologiques. Des entités telles la Chine, l'Inde, le Brésil, la Russie, l'Argentine et le Venezuela lui-même n'ont plus envie de survivre et ramer ; elles ont les ressources et la force de prétendre à ce que les autres ont, ces signes de démocratie, de liberté et de progrès qu'elles ont reproché pendant des décennies de ne pas avoir. Malheureusement, ceux qui n'ont pas envie de renoncer à leurs acquis et ceux qui n'ont pas ne renoncent pas facilement à ce qu'ils considèrent juste d'avoir. C'est pourquoi le rééquilibrage de la planète à tous les points de vue ne passe pas par la compensation des manques d'une partie en puisant dans l'excédent de l'autre. Et on ne voit pas comment il pourrait passer rapidement, à travers l'alignement des ressources et des produits de consommation, à une norme globale qui permette de sauvegarder les aspirations des peuples et l'intégrité du milieu naturel.

Jusqu'à présent, un tel critère n'a même pas été adopté par les pays riches et évolués qui, au contraire, ont permis, voire créé chez eux les monstrueux amas d'indigence et de spoliation de leurs propres ressources dont ils souffrent toujours aujourd'hui. Le rééquilibrage est donc fatalement destiné à se focaliser sur les produits de consommation avec, d'une part l'accélération de la conquête des ressources et des marchés et, de l'autre la résistance, le boycott et la limitation. En d'autres termes, malgré les déclarations officielles et si des rectificatifs substantiels n'interviennent pas dans la mentalité politique et sociale de tous, une imposante augmentation de la consommation, une altération majeure des conditions environnementales et une guerre globale pour les ressources se profilent à l'horizon.

3. Il n'est pas dit que l'expression guerre globale n'ait dans ce cas qu'un sens figuré et que la référence aux répercussions sur l'environnement ne soit qu'accidentelle. Pour la première fois peut-être dans l'histoire humaine, l'acquisition des ressources, composante constante de toutes les guerres, peut être soutenue, intégrée, voire remplacée par la guerre environnementale. La même stratégie politique peut s'exprimer à travers celle de l'environnement et cette dernière peut combiner facteurs naturels et facteurs économiques, idéologiques, psychologiques et militaires. Le fait est qu'aujourd'hui plus que jamais il y a la volonté, la capacité et les technologies pour « posséder » l'environnement, le dévaster ou le protéger, en tout cas l'utiliser à des fins politiques et hégémoniques. Le milieu naturel qui,

quelle que soit l'époque, a été d'une part l'un des facteurs fondamentaux de la stratégie et de la conduite des opérations militaires et, de l'autre (avec la vérité et l'humanité) l'une des principales victimes de la guerre, est devenu le but, le prétexte, l'objectif et l'instrument même de cette-ci. Tout type de guerre est devenu environnemental et le premier indice de ce changement de cap vient justement de sa réglementation.

La guerre environnementale, sous n'importe quelle forme, est interdite par les lois internationales. Les Nations Unies ont approuvé depuis 1977 la convention contre les modifications climatiques qui rend injustifiable toute guerre de ce type précisément à cause de ses effets sur l'environnement. Mais comme il arrive à beaucoup de conventions, celle de 1977 a été ignorée et a au contraire accéléré la recherche et l'application de la guerre environnementale en la faisant passer à la clandestinité. Si avant cette date, le recours aux dévastations environnementales en temps de guerre était clair, si les modifications climatiques, même gravissimes, étaient codifiées et même élevées au rang de développement stratégique ou de progrès technologique, aujourd'hui on ne sait plus où se diriger la recherche et comment s'orientent les nouvelles armes.

On sait toutefois que les intérêts de cette guerre sont globaux et on sait que ce ne sont pas seulement ses intérêts qui lui confère une telle envergure. Global le vivier des ressources objet du désir, globale l'incidence des facteurs environnementaux en question ou en péril ; globale aussi la puissance dévastatrice des nouveaux instruments de la guerre environnementale.

La guerre environnementale est aujourd'hui définie comme « la modification intentionnelle d'un système écologique naturel climat, phénomènes météorologiques, équilibres de l'atmosphère, l'ionosphère et la magnétosphère, plaques tectoniques, etc.) dans le but de causer des destructions physiques, économiques et psycho-sociales à l'encontre d'un objectif géophysique déterminé ou une population particulière ». Cette guerre peut se servir de toutes les formes traditionnelles de la lutte armée mais se concentre surtout sur les nouvelles technologies et développements de la guerre psychologique et de l'information qui comprennent ce qu'on appelle « *denial* », le déni des informations, des services, des connaissances, de l'accès aux technologies et aux outils de défense et de sauvegarde. En matière de déni, la guerre environnementale peut déployer d'énormes potentialités et aller jusqu'au cynisme inhumain même si elle est menée sous forme latente et passive. Il existe des connaissances élémentaires sur les risques

environnementaux, les maladies, les produits de consommation, l'exploitation des ressources énergétiques et sur l'utilisation équilibrée des sols et de l'eau qui pourraient sauver des millions de vies mais ne sont pas mises en commun. Il existe des outils essentiels d'information, de formation, de protection et de soin qui ne coûtent rien à la société évoluée et ne sont pas transmis à qui en a besoin. On peut invoquer l'indifférence, l'insensibilité ou simplement la paresse et l'ennui mais il s'agit en réalité d'une stratégie guerrière délibérée, tout au moins parce qu'elle poursuit les mêmes buts qu'une guerre d'extermination et fait les mêmes victimes. Ceux qui détenaient des renseignements sur l'imminence du tsunami asiatique en 2004 ne les ont pas communiqués aux pays concernés, pensant que la population qui allait être frappée, pour la plupart musulmane, ne méritait pas un tel cadeau de Noël. Ceux qui ont reçu ces informations ne les ont pas retransmises parce qu'ils n'avaient pas les instruments pour intervenir et dans le but de « ne pas effrayer les touristes ». Le fait de ne pas faire savoir, combiné avec celui de ne pas savoir que faire et celui de ne pas vouloir faire, a mené à la catastrophe. Ensuite, tout le monde s'est employé à prodiguer des secours humanitaires pour faire montre de la compassion que renferme le cœur des grands de ce monde.

On a persisté dans ce même déni de l'information dans nombre d'autres désastres environnementaux et jusque dans des cas où la santé publique était menacée. Les omissions et retards dans les déclarations sur les risques du SIDA ont déclenché une catastrophe humanitaire qui a des répercussions sur l'avenir de tout un continent. Moins permanentes mais tout aussi dramatiques ont été les conséquences des omissions dans les cas des épidémies de SRAS, de la grippe aviaire et de la maladie de la vache folle.

*La stratégie du déni* devient active lorsqu'on applique le manque délibéré de contrôle. Immédiatement après l'occupation de l'Irak par la coalition anglo-américaine et alors que celle-ci avait la responsabilité de la sécurité du pays, outre les musées, les bureaux gouvernementaux, les palais du pouvoir et les demeures des intellectuels irakiens, on a saccagé la centrale nucléaire d'al-Tuwayta, située à 48 km au sud de Bagdad. Selon Susan E. Rice, (« *Irak's facilities looted* » [Pillage des infrastructures irakiennes], *The Globe and Mail*, 21/5/2003), on a volé environ deux cents barils en plastique contenant de l'oxyde d'uranium. Bien que l'alerte se soit focalisée sur le risque de voir les terroristes-types utiliser le matériau radioactif pour confectionner des dispositifs explosifs et des bombes sales, il fut de suite clair que ce n'était pas le contenu qui intéressait les pauvres diables qui l'avaient volé à la

centrale laissée à l'abandon, mais les containers. Après les avoir vidés sur le terrain et dans les eaux des fleuves puis diligemment rincés, ces bidons caractéristiques en plastique bleu ont servi à toute sorte de choses et s'exhibent fièrement à l'intérieur et à l'extérieur des taudis en qualité de récipients pour l'eau, l'huile et les tomates. D'autres ont été destinés au transport de lait qui, frais et radioactif, propage ainsi la contamination dans d'autres régions. L'absence de contrôle qui a mené à pareille situation ne s'explique par aucun objectif militaire traditionnel mais se conçoit parfaitement lorsqu'elle est vue comme un acte de guerre environnementale tendant à la dégradation permanente du potentiel de l'adversaire. Cette absence acquiert ensuite une valeur plus forte lorsqu'on la relie à d'autres méthodes de guerre environnementale passive (absence de contrôle aux puits de pétrole, aux aqueducs, aux relais électriques et aux oléoducs qui ont affaibli les ressources et la confiance de toute une nation) ou à des procédures de guerre active pouvant être confondues avec les procédures traditionnelles (utilisation de projectiles à l'uranium appauvri sur des cibles comme les taudis boueux qui n'auraient pas eu besoin qu'on recoure à des propriétés perforantes particulières ; engins au phosphore destinés à l'éclairage mais utilisés comme incendiaires, suffocants, hygroscopiques, etc.).

L'absence de contrôle est activement pratiquée également en dehors des champs de bataille, étant donné que l'espace de la guerre environnementale n'est pas limité, et sans effusion de sang apparente. Périodiquement et avec toujours plus d'insistance, certaines industries font pression sur les gouvernements pour être exemptées d'obligations et de contrôles environnementaux. D'autres évitent les inspections et corrompent les fonctionnaires pour retarder l'application des normes ou fermer les yeux comme d'habitude. D'autres encore promeuvent des lois théoriquement justes mais inapplicables ou qui prévoient des sanctions dérisoires pour les contrevenants. De cette façon, les grands complexes pollueurs ou les responsables des grands outrages à la nature préfèrent équilibrer les dépenses légales pour les contentieux et payer les sanctions plutôt que rajuster les structures et les procédures. Les forces armées elles-mêmes qui devraient être affectées à la sûreté nationale esquivent de nombreux contrôles et en sont exemptées au nom d'une soi-disant prévalence de la sûreté militaire sur la sécurité environnementale. En réalité, beaucoup d'activités militaires sont par nature hautement polluantes et celles qui sont guerrières sont toujours destructrices pour l'homme – ami ou ennemi – et le milieu naturel.

Paradoxalement, le fait d'attenter à la sécurité environnementale et à la santé des personnes est majoritairement toléré, précisément par les nations militairement puissantes qui disent se préoccuper de leur santé et leur sécurité propres et, par une mission divine, de celles des autres. Même dans ce cas, la stratégie adoptée et celle qui consiste à nier au maximum et le plus longtemps possible quitte à se prévaloir de recherches scientifiques complaisantes ou d'ambiguïtés, voire de l'ignorance d'autrui, qu'il soit adversaire ou soldat de notre camp. Il est évidemment impossible de nier que la guerre comporte toujours de graves dommages à l'environnement, mais on peut nier l'impératif de les limiter en opposant des motifs d'ordre opérationnel, en agitant le spectre de menaces plus grandes ou en niant la possibilité de les éviter. C'est ainsi, par exemple, qu'on modifie les conditions météo locales pour permettre les bombardements aériens, qu'on mine des mers entières pour interdire le trafic naval, qu'on remplit les fonds marins, les réservoirs d'eau et les parcs naturels de bombes encore amorcées et de produits chimiques agressifs inutilisés et qu'on décharge en mer des tonnes de détritiques du simple fait que la sécurité impose une présence constante sur les mers. De plus, on nie que cela soit fait intentionnellement, on invente les dommages collatéraux et on nie les effets destructeurs indirects ou pas immédiatement relevables, comme cela s'est produit pour la dioxine et se produit pour l'uranium appauvri. Cette pratique se répète constamment malgré l'évidence qu'à long terme elle est contre-productive, même pour les propres objectifs de la sûreté militaire, et tend à se prolonger aussi après la guerre, lorsqu'il n'y a plus de justifications d'ordre opérationnel.

Dans des pays comme l'Italie, la France et l'Allemagne, il est possible de démontrer que les activités militaires en temps de paix ont produit moins de dégâts que celles soi-disant civiles. Certains écosystèmes sont même préservés parce que soumis à des obligations militaires. Mais en général on ne consacre pas assez de ressources à l'amélioration des polygones de tir, à l'écoulement des substances toxiques, et on banalise les effets des entraînements au feu et des engins à chargement spécial. En outre, avec la formation d'alliances et de nouvelles coalitions, les polygones eux-mêmes sont à la disposition d'autres militaires et on utilise des polygones et des territoires étrangers déjà dénaturés par une intense exploitation militaire et par toute sorte de pollutions de l'environnement. On croit que les dommages puissent être concentrés et circonscrits et on nie les risques encourus par le personnel pendant qu'il s'entraîne sur les pistes hongroises, ukrainiennes ou polonaises déjà parcourues par d'autres régiments encore moins scrupuleux

que les nôtres en matière de santé individuelle et de sécurité environnementale. Mais l'état des zones d'entraînement étatsuniennes elles-mêmes ou de celles utilisées et gérées par les Américains n'est pas meilleur. En 2003 le sénateur Kennedy, en réponse à une instance de relâchement des normes de sauvegarde environnementale présentée par le Pentagone et quelques lobbies industriels, déclara avec fermeté : « Le gouvernement fédéral est le plus grand pollueur de l'Amérique et le Département de la Défense est le plus coupable parmi des organismes fédéraux. Selon l'Agence de Protection de l'Environnement (EPA), les engins explosifs pas désamorçés infestent 16 000 polygones de tir dans toute l'Amérique et plus de la moitié d'entre eux peuvent contenir de agents chimiques et biologiques agressifs. Au total, le Pentagone est responsable de plus de 21 000 sites potentiellement contaminés. Toujours selon l'EPA, l'appareil militaire peut avoir empoisonné environ 40 millions d'hectares de terres américaines. Si cela avait été le fait d'une puissance étrangère, ça aurait été considéré comme acte de guerre ».

Avant Kennedy, le docteur Bob Feldon du Dollar and Sense Institute avait même été plus catégorique : « Le Département de la Défense des USA est en réalité le pollueur le plus massif au monde. Chaque année, il produit plus de déchets dangereux que les cinq plus grandes compagnies chimiques mises ensemble ». Mais encore avant ces deux derniers, en 1977, c'était un militaire, l'Amiral Eugène Carroll, qui avait lancé les premières mises en garde sur la pollution militaire. Dans le cadre d'une conférence nationale sur l'amélioration des installations militaires, il avait déclaré que les bases militaires représentaient autant de catastrophes naturelles, puisque « en suivant un processus dépourvu de conscience, négligent et criminel, nous avons investi des ressources dans l'expansion militaire aussi bien dans le pays qu'à l'étranger sans aucune considération des conséquences sur l'environnement. La pollution a été ignorée parce que la 'sûreté nationale' avait l'absolue priorité sur toutes les autres considérations ».

4. Manifestement le déni, même de l'évidence, comme principale stratégie de la guerre environnementale et de la défense contre les accusations est appliqué à partir des conceptions de principe. Malgré la nouvelle sensibilité (véritable ou induite, informée ou désinformée) aux problèmes environnementaux, les positions politiques et jusqu'à celles d'ordre scientifique ne concordent pas pour établir les causes et les effets des modifications environnementales. En particulier, pour ce qui est des effets des changements climatiques

attribuables à n'importe quel accident provoqué par l'homme, deux points de vue opposés se s'affrontent, tous deux ancrés dans le déni.

D'un côté, on nie les extrapolations catastrophiques d'événements qui le sont déjà réellement, telle la destruction des puits de pétrole koweïtiens à l'époque de Saddam, laquelle a altéré le climat local et l'équilibre de tous les estuaires du Golfe Persique ; le naufrage de l'Exxon Valdez avec un énorme chargement de brut répandu en mer et sur les côtes, le projet hydroélectrique canadien de Bay James ou celui des Trois Gorges en Chine et même les conséquences de la guerre nucléaire. Les négationnistes de la catastrophe font bloc pour défendre non pas l'environnement mais la force de la nature. Ils estiment, non sans quelques bonnes raisons, que le système énergétique planétaire, dont la Terre fait partie, est alimenté par l'énergie solaire colossale mais contrebalancé par les systèmes d'absorption de la chaleur et des radiations constituées par les couches atmosphériques enveloppant la planète, depuis ceux extérieurs et raréfiés de l'ionosphère et la mésosphère, où interagissent les ions libres et les radiations électromagnétiques provenant de l'espace, jusqu'à ceux plus intérieurs de la tranquille stratosphère et la turbulente troposphère où sont générés les phénomènes météorologiques. Le système d'absorption de l'énergie est complété par la masse terrestre elle-même et par la masse océanique. Ce système serait si puissant et autonome qu'il ne saurait le moins du monde être influencé par la main de l'homme, aussi insensé soit-il. Ce scénario suppose que les modifications environnementales causées par l'homme ne peuvent avoir que des effets transitoires et fugaces, d'une durée de quelques semaines. Toute détérioration humaine serait vouée à être rééquilibrée par le grand moteur cosmique. Le climat, directement lié au système d'énergie globale et planétaire, continuerait par conséquent à dépendre des phénomènes naturels qui se modifieront selon le cycle de la nature conçu par l'équilibre naturel global. Cela ne signifie pas que le climat ne puisse pas changer drastiquement au point de rendre la planète invivable mais la cause ne serait pas attribuée à l'homme à moins que quelqu'un ne nous le fasse croire et qu'il y ait à la fois de quoi en tirer profit.

La position opposée, elle aussi non dépourvue de bonnes raisons, est soutenue par ceux qui nient que le cycle vital de l'énergie et de l'environnement soit indépendant et inattaquable. Cela serait par contre lié à des facteurs très ténus et hautement sensibles à tout type de modification. Dans ce cas, la question est qu'une fois l'équilibre initial rompu ou

endommagé, il est très difficile qu'il se rétablisse de façon autonome et que les conditions initiales soient restaurées.

Paradoxalement, les négationnistes de la catastrophe écologique comptent sur la puissance de la nature et la petitesse de l'homme alors que les catastrophistes attribuent une grande force à la capacité destructrice et créatrice de l'homme et une grande fragilité au système naturel. Les deux camps révèlent un cancer de l'esprit : l'arrogance. Dans le premier cas, elle se manifeste par le summum de l'indifférence et la poursuite des intérêts matériels immédiats au détriment de ceux d'autrui, globaux et futurs. Un vice grave mais humain. Dans le second cas, elle s'exprime par les délices de la suffisance : un vice diabolique. L'homme ne croit en fait qu'en lui-même et exalte sa propre puissance. Même quand apparemment il la condamne et en regrette les effets désastreux sur l'environnement et les autres humains, en réalité il s'y complaît. Après des millions d'années d'esclavage et de peurs vis-à-vis de la toute-puissance de la nature, l'homme se rend compte qu'il peut la modifier, y causer des dégâts et y apporter des remèdes ; il peut *posséder* la nature et ne pas être possédé par elle ; il peut même s'en servir comme arme contre d'autres. C'est une position si forte qu'elle touche l'orgueil profond de tous, y compris des écologistes les plus fervents, et c'est une position guerrière. Il n'est pas dû au hasard qu'un des programmes les plus modernes de recherche militaire s'appelle justement *Owning the Weather in 2025*, date jusqu'à laquelle on escompte avoir réussi à *posséder* la météo, et donc le climat, en augmentant la capacité d'intervention militaire et en supprimant les limites dictées par la nature.

Ce sens de possession exalte d'un côté et déprime de l'autre. Parce que la stratégie de possession de la nature, de sa modification, du profit qui consiste à abattre et détruire, démontre que dans ce combat le perdant a été désigné d'avance. C'est une stratégie qui tient pour acquis que l'environnement est assujéti aux possibilités et aux capacités humaines, donc perdant par définition. C'est une victoire psychologique en même temps qu'une débâcle stratégique. Dans toute guerre, il n'est de meilleure sensation que celle de se sentir fort et invincible, mais il n'est de pire stratégie que celle qui fixe dès le départ qui est l'ennemi, l'allié, le perdant et le vainqueur.

À l'évidence, les deux positions ne sont pas aisément conciliables. C'est alors qu'apparaît une alternative : soit adopter une attitude sans scrupules et continuer à consommer et polluer en comptant sur l'immense capacité à récupérer du système et sur la

capacité humaine à s'adapter aux nouvelles conditions, soit s'en tenir à la prudence. La seconde approche, lorsqu'on doute de qui a raison, semble la plus logique parce qu'elle tend de toute façon à éviter ou limiter les dégâts pouvant être infligés aussi bien à la nature qu'à nous-mêmes, à l'avenir et dans le présent. De ce seul fait, les risques sont un tant soit peu réduits.

Les Nations-Unies ont officiellement adopté le modèle prudent de Lovelock selon lequel la Terre, vue comme Gaïa, est un système de composants interdépendants travaillant en homostasie, sensible aux variations et perturbations telles que la pollution, aux changements d'exploitation des ressources énergétiques, hydriques et agricoles et, last but not least, aux effets des guerres.

Toutefois il n'est pas dit que la prudence soit durable. Surtout si la réduction des émissions s'opère en refusant l'accès aux ressources à une partie de l'humanité qu'on voudrait ghettoïser. Et il n'est pas non plus acquis que la prudence soit acceptée avec sérénité. L'élimination des éléments polluants comprend l'élimination de cycles entiers de l'industrie et de la technologie qui se fondent exactement sur l'exploitation des ressources fossiles telles le pétrole et le carbone. Les énormes profits que tirent les producteurs, les pétroliers et les États qui taxent leurs produits ne sont que le début d'une chaîne globale d'intérêts difficile à démanteler, ne serait-ce qu'égratigner. Tout le système industriel moderne et le style de vie lui-même dépendent de ce premier chaînon. En outre, éliminer les polluants rend inutile l'amélioration et la protection contre ces mêmes polluants. Et dans ce domaine aussi, il y en a beaucoup qui tirent profit, et comment !

La stratégie du déni et le cynisme adoptés par la guerre environnementale permettent d'employer des armes et des technologies sophistiquées ou brutales sans faire de remous. Ils permettent de camoufler des actes de guerre en les présentant comme des expérimentations et de se livrer à des expériences guerrières et jusqu'à des destructions massives déguisées en recherches scientifiques. Cette caractéristique, peu connue et donc incontestée jusqu'à il y a très peu d'années, est aujourd'hui menacée par un phénomène récent : l'effondrement de la crédibilité des motivations et des versions officielles qu'on nous sert au sujet des opérations politiques et militaires. Tandis que la science appliquée à la guerre nous a habitués à franchir les seuils de l'impensable, la découverte des mensonges infinis utilisés par l'homme pour faire la guerre et pour tuer l'environnement nous a menés à croire que rien n'est plus ce qu'il semble être et que personne ne dit plus la vérité.

N'importe quelle théorie du complot se révèle fondée tôt ou tard et si jusques hier la réalité dépassait toute imagination, aujourd'hui c'est l'imagination qui crée la réalité. Face aux déclarations officielles, aux cris de victoires, aux comptes rendus et aux vérités sur mesure pour tel ou tel politicien ou dans tel ou tel but, la réaction des interlocuteurs n'est plus celle de la confiance absolue qui prévalait il y a deux mille ans, lorsque Brutus était lui aussi un homme d'honneur. Elle n'est pas non plus celle d'il y a deux cents ans, quand il était absolument impossible à un général ou un chef d'État de mentir. Et pas davantage celle, circonspecte, d'il y a un siècle, lorsqu'il fallait faire la distinction entre propagande et vérité, ou celle sophistiquée d'il y a vingt ans lorsque, dans les premiers conflits de la guerre de l'information et du marketing, le principe de base était qu'on pouvait manipuler mais qu'il ne servait jamais à rien de mentir. Aujourd'hui, la réaction de l'observateur le plus simple et le plus crédule est de ne pas se contenter de ce qui est dit mais de chercher à comprendre ce qu'il y a derrière, ce que l'on tait et pourquoi. Chaque affirmation devient plausible et, paradoxalement, il en faut peu pour qu'elle devienne une réalité.

Les statistiques de mauvaise foi, les prétextes, les instrumentalisation et les manipulations inutiles, voire stratégiquement dommageables, sont légion dans le domaine de la guerre qui exploite, blesse et tente de posséder le milieu naturel et accuse ceux-là mêmes qui affirment avoir un rôle phare dans sa préservation. Et tout cela est documenté et prouvable. Il existe en fait une tendance intéressante dans l'analyse des conflits et des opérations dites spéciales et secrètes comme celles qui ont eu en grande partie un impact sur l'environnement : quelques années à peine après les événements, lorsque des brèches s'ouvrent sur la vérité avec la déclassification de certains documents, on découvre des armes, des méthodes et des procédures dont l'utilisation avait été farouchement démentie jusque alors. La découverte subséquente est encore plus stupéfiante : ce que l'on observe des premiers recoupements de ces vérités cachées et tues est qu'elles n'étaient pas du tout cachées. Il se trouvait toujours quelqu'un pour les connaître et les avoir déjà dénoncées, ou simplement acceptées parce que tout le monde était au courant. On s'est aperçu que l'utilisation des défoliants et de l'agent Orange n'était pas secrète mais ouvertement autorisée, et que tout le monde connaissait aussi bien les effets mortels que ceux à long terme de la dioxine TCDD [tetrachlorodibenzo-p, dite aussi dioxine Seveso] sur la population et l'environnement. Tout le monde savait que l'agent Orange était utilisé dans des concentrations jusqu'à 25 fois supérieures aux prescriptions des opérations militaires elles-

mêmes mais également dans les zones occupées par les soldats américains qu'on préférait garder postés là pour ne pas perdre les positions conquises. Cette dioxine est présente sur le terrain encore aujourd'hui et fait toujours de nouvelles victimes et provoque des modifications génétiques.

Lorsque Colin Powell apparut au Conseil de Sécurité agitant une fiole contenant des spores d'anthrax et convainquant tout le monde qu'il ne s'agissait là que d'une fraction infinitésimale de ce que Saddam avait en sa possession, tout le monde savait que l'anthrax et le syndrome qui en résultait et se répandait en Amérique étaient produits par des laboratoires et des fanatiques américains. Pendant la guerre, Saddam n'utilisa aucun anthrax et après la guerre et cinq années d'occupation militaire américaine, personne n'a encore trouvé les armes de destruction massive du raïs. En contrepartie, depuis quarante ans circule ouvertement dans les congrès scientifiques une autre fiole symbolique largement ignorée : un flacon contenant 80 grammes de dioxine TCDD que le gouvernement vietnamien a extrait d'une minuscule partie du terrain contaminé par l'agent Orange. Tout le monde sait que si l'on versait le contenu de ce petit flacon dans les réserves d'eau d'une ville comme New York, Moscou ou Pékin, il en tuerait l'entière population. Le docteur Arthur Westing, déjà directeur du programme environnemental de l'ONU, a révélé qu'en une dizaine d'années d'utilisation continue de défoliants, les États-Unis ont semé environ 170 kg de Tccd. La dioxine était présente dans les plus de 72 millions de litres d'agents chimiques, dont 66% d'agent Orange, vaporisés sur le Vietnam. Ces chiffres dramatiques ne sont cependant qu'une partie de la vérité, mais cela aussi c'est connu depuis longtemps. Comme l'ont confirmé divers pilotes, aux agents chimiques qui ont atterri sur les cibles vietnamiennes doivent être ajoutés au moins un million de litres d'herbicides qui durent être lancés en mer ou en dehors des cibles en rapport avec les missions aériennes avortées. Tout le monde sait que les pilotes ne peuvent pas rentrer à la base avec un chargement explosif ou chimique non largué et qu'ils doivent donc s'en débarrasser. Au Vietnam, une des zones préférées pour se délester des cargaisons embarrassantes était les réserves d'eau de Long Binh. En 1988, le docteur James Clary, qui participait avec l'armée aux épandages de l'agent Orange, a témoigné devant une commission du Congrès qu'à l'époque « nous étions tous conscients de la présence de la dioxine et de ses dommages potentiels. Nous savions aussi que l'armée l'utilisait en concentration supérieure à celle prévue parce qu'elle n'était pas chère et facile à produire. Personne ne s'est plus préoccupé de savoir pourquoi le matériel était utilisé sur

l'ennemi ». En outre, tout le monde savait que le cocktail d'herbicides, défoliants et napalm était en réalité une version d'armes de destruction massive comme celles fournies ou attribuées à Saddam et à l'Iran.

5. Avec l'avènement de l'ère nucléaire, le concept de destruction massive s'est étendu à l'échelle planétaire et à la destruction totale. Tout le monde le savait, pourtant pendant près de vingt ans de prolifération nucléaire, on s'est fait croire qu'il serait possible de survivre aux explosions. On a multiplié les efforts de construction d'abris anti atomiques. On pensait que, l'explosion une fois passée, il serait possible de ressortir des souterrains et reprendre une vie normale dans un monde encore normal. Tout le monde savait qu'il n'en était rien mais le business de la peur générait alors d'énormes profits, tout comme aujourd'hui. Il faudra attendre la fin des années quatre-vingt pour faire accepter l'idée que, ainsi que l'affirme la théorie de l'hiver nucléaire et que le démontre l'élaboration des modèles climatiques, les effets de la guerre nucléaire ne frapperaient pas qu'une seule partie en laissant les autres intactes, et que les dégâts sur l'environnement ne feraient jamais correspondre *mors tua à vita mea* [latin : ta mort = ma vie]. En dépit de tout ça, l'arme nucléaire continue encore aujourd'hui d'exercer une fascination morbide.

Tout le monde fait semblant de croire que les explosions dévastatrices des bombes atomiques d'Hiroshima et Nagasaki ont été les premières et les dernières de l'histoire militaire. Pourtant, on sait tous qu'à partir de là, il y a eu plus de mille explosions nucléaires en sous-sol, dans les profondeurs de l'océan, en surface et dans l'espace. Ces explosions, qu'on a fait passer pour des tests et des expériences scientifiques, ont mis au point la guerre sismique qui prévoit la production de tremblements de terre, la guerre ionosphérique qui prévoit l'altération de la couche électromagnétique enveloppant la Terre, l'altération des ceintures de Van Allen – comportant de puissants champs magnétiques qui capturent et atténuent les émissions électromagnétiques en provenance du soleil et de l'espace, protégeant l'atmosphère sous-jacente – et la dénaturation de la couche d'ozone.

C'est pour cette raison que la guerre environnementale est réellement globale et ne se limite pas aux dégâts environnementaux collatéraux, à ceux voulus sur l'adversaire ou aux dommages auto-infligés pour faire obstacle à l'avancée de l'ennemi sur le territoire, mais il s'agit d'actes qui font toujours partie du patrimoine guerrier licite même s'il est destructeur. Sun Zi a codifié l'utilisation du feu et de l'eau comme outil de combat extrême. Les hordes

mongoles incendiaient les prairies pour éloigner l'ennemi tout en sachant que leur survie dépendait de celles-ci. Pendant la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, les Norvégiens ont provoqué des avalanches et des glissements de terrain sur leur propre territoire pour empêcher l'avancée des Allemands, et les Hollandais ont détruit leur propres digues en laissant l'eau de mer inonder un tiers de leur terres cultivables dans une tentative de dissuader l'occupation allemande.

La guerre environnementale concerne surtout les dégâts infligés au milieu naturel dans le but de pouvoir exploiter au mieux ses propres potentialités et limiter celles de son adversaire, de son concurrent, voire de son allié. Il ne s'agit pas de contingences guerrières limitées dans le temps, mais de plans délibérés de désertification humaine à l'instar de celui mis en œuvre par les Romains pendant la 3<sup>e</sup> guerre punique, quand ils parsemèrent de sel les terres agricoles de Carthage, les rendant improductives. Il s'agit d'authentiques modifications de l'écosystème comme celles appliquées par Japonais et Américains lors de la guerre du Pacifique, privant des îles entières de végétation et de flore marine. Beaucoup d'entre elles sont désertes encore aujourd'hui et l'écologie locale est définitivement compromise. Ou bien il s'agit d'actions comme celles que lança le général Sheridan en 1865, lorsqu'il procéda à l'élimination systématique des troupeaux de bisons pour priver les Indiens de leur principal moyen de subsistance ; l'année précédente, il avait détruit toutes les cultures de la vallée du Shenandoah.

6. Si, d'un côté, les réflexions sur le passé ouvrent les yeux sur la vérité des faits, de l'autre elles poussent aux spéculations sur l'avenir de la guerre environnementale, surtout dans ces domaines peu connus et tenus secrets dans lesquels le milieu naturel est devenu l'objet, l'instrument et le réservoir des guerres menées pour les ressources ou seulement pour l'hégémonie. Personne ne croit plus qu'un tremblement de terre, une inondation, un tsunami ou un ouragan ne soient que des phénomènes naturels. Et personne ne croit plus que l'aggravation des conditions météo, vraie ou supposée, minimisée ou exagérée à l'envi, ne soit « que » le fruit de modifications environnementales même si elles sont causées par les gaz à effet de serre ou les émissions humaines. La défiance envers les sources officielles, corroborée par les expériences du passé, tend à attribuer à l'action militaire secrète, ou considérée telle, la capacité et la volonté de provoquer des dommages à l'environnement.

Hélas, beaucoup d'assertions ne sont pas faites en l'air et se basent au contraire sur des capacités et des technologies désormais attestées et étayées même si elles sont officiellement niées ou minimisées. Personne n'a plus envie d'attendre des années pour découvrir ce qu'il/elle pense être vrai. On préfère le croire de suite vrai avec la certitude qu'on le saura de toute façon.

Et c'est cela qui se produit dans deux domaines fondamentaux de l'application technologique à la guerre environnementale : le recours aux explosions conventionnelles ou nucléaires pour la production de séismes et de raz-de-marée et l'emploi des émissions électromagnétiques pour la modification de la météorologie, du climat et des conditions de vie.

Le système de production de séismes et de tsunamis n'est pas une nouveauté pour la recherche militaire. Dès les années quarante, un professeur australien, Thomas Leech, doyen de la faculté d'ingénierie à l'Université d'Auckland en Nouvelle-Zélande et chargé de la guerre à l'armée néo-zélandaise, mena des expériences pour le compte des Américains et des Anglais en tentant de provoquer des ondes erratiques en vis-à-vis de cibles particulières dans le Pacifique. Les expériences restèrent secrètes et ne dépassèrent pas le niveau de mini ondes de marée dans la zone de Whangaparaoa, au nord d'Auckland en 1944-45. Leur principe se basait sur la détonation en série de charges explosives sous-marines, mais la « bombe-tsunami » de Leech ne fut jamais rendue opérationnelle et la guerre se termina avant que le projet ne fût complété. La défense américaine considéra les expériences fort intéressantes et, en communiquant les résultats au gouvernement néo-zélandais (jusqu'alors pas intéressé), invita le professeur à assister aux expériences nucléaires sur l'atoll de Bikini dans l'espoir d'en tirer quelque intérêt pour son projet. Il semble que Leech n'ait pas accepté mais on ne sait pas clairement si la recherche s'est poursuivie avec lui. Ce qui est sûr c'est que les Américains continuèrent sans lui, donnant naissance à un nouveau champ d'application de la guerre et à une nouvelle méthodologie de l'étude des séismes et des explorations géologiques par l'utilisation des ondes sismiques.

La fascination, la puissance, l'évolution et la disponibilité illimitée d'engins nucléaires ont depuis longtemps ouvert de nouvelles perspectives. Il est connu qu'Américains, Soviétiques et Chinois ont tiré des expériences intéressantes des explosions souterraines sans en dévoiler les développements ou l'impact sur l'environnement. En particulier les

États-Unis qui n'ont jamais ratifié le traité d'interdiction totale des tests nucléaires bien qu'ils en aient prolongé le moratoire, sont probablement à la pointe dans ce domaine.

La porte est par conséquent plus que jamais ouverte à des spéculations qui n'ont rien de fortuit. Du point de vue pratique, la technologie nucléaire moderne et surtout la production à grande échelle de mini têtes nucléaires ou la surabondance de mines nucléaires permettent de disposer de la capacité de déclencher des explosions souterraines et sous-marines qui, dans certaines conditions, peuvent à leur tour engendrer des tremblements de terre et des tsunamis. En outre, la convention internationale de la loi de la mer fournit de nouvelles opportunités d'exploitation des ressources pétrolières et minérales sous-marines également aux pays qui n'ont pas de débouché sur la mer. Les grandes compagnies du pétrole et du minerai ratissent les fonds marins et les explorations sont additionnées d'essais sismiques provoqués par des explosions contrôlées. Il y a longtemps que nombre de compagnies américaines font pression pour être autorisées à utiliser de mini têtes nucléaires et des engins à pénétration (*bunker busters*) et il n'est pas dit qu'elles n'y soient pas déjà parvenues.

Voilà pourquoi on peut comprendre aisément qu'à chaque tremblement de terre le long d'une faille tectonique, l'attention se porte sur les compagnies pétrolières en train d'effectuer des recherches et des forages le long de ladite faille, même à des milliers de kilomètres de là. C'est arrivé pour le tremblement de Kôbe, pour celui de San Stefano en 2003, à Bam en Iran et pour le tsunami indonésien un an après jour pour jour. Également concevable mais beaucoup plus difficile à déterminer est l'éventualité que ces cataclysmes aient été déclenchés par des explosions ciblées conduites par des militaires. L'intervalle exact d'un an entre le séisme de Bam et le tsunami indonésien, événements qui ont dévasté en période de Noël deux zones majoritairement musulmanes, n'a pas semblé être une coïncidence. Tout comme a paru suspecte l'offre immédiate d'aide des États-Unis à l'Iran islamique, « État voyou » et membre de l'« axe du mal », sinon son pire ennemi, afin d'exagérer presque la magnanimité de l'esprit chrétien messianique de Noël. L'année suivante, après le tsunami, est apparu également suspect l'envoi immédiat des aides américaines à l'Indonésie musulmane sous forme de mission militaire dans la province rebelle d'Aceh où depuis longtemps Exxon Mobil cherche à avoir une base permanente pour l'exploitation des ressources considérables de minerais et d'hydrocarbures. Il faudra

cependant attendre quelques années pour avoir la confirmation des suspicions et des affirmations.

Le second champ de spéculations vraisemblables mais non encore avérées concerne la capacité de certaines armes à ondes électromagnétiques de provoquer des altérations de l'ionosphère, des ceintures de Van Allen et de la couche d'ozone, sans parler des séismes, raz-de-marée, du réchauffement et du refroidissement des masses gazeuses, liquides et solides et donc de la capacité d'induire et diriger des cataclysmes atmosphériques afin d'implanter des changements climatiques permanents. Même dans ce cas, tous ceux que les divers projets intéressent nient violemment que ces capacités soient réelles et que des expériences dans ce sens aient été conduites. En même temps, tout le monde sait que dès les années quarante les Soviétiques avaient développé la technologie des ondes longitudinales qui, en théorie, permet à des faisceaux d'énergie de se déplacer à une vitesse supérieure à celle de la lumière. Tout le monde sait qu'une capacité de ce type peut provoquer des destructions instantanées à n'importe quel endroit de la Terre et de l'espace. Tout le monde sait que les États-Unis financent depuis des décennies un projet de transmission d'ondes à hautes fréquences en interaction avec la couche électromagnétique terrestre. Le projet, du nom de H. A. A. R. P. (High Frequency Active Auroral Research Program), est financé par le Pentagone à titre d'étude. Mais tout le monde sait que le Pentagone ne gaspille pas des sous s'il n'a pas un intérêt militaire.

La recherche militaire s'est orientée aussi bien vers les fréquences extrêmement basses (E. L. F. [Extremely Low Frequencies]) que vers les hautes fréquences. Dans les deux cas, l'objectif est d'interférer avec l'ionosphère pour faire en sorte d'augmenter ou diminuer, voire faire disparaître les capacités de transmission de signaux radio-magnétiques. Les émissions des transmetteurs HAARP qui se produisent presque régulièrement à quatre périodes de l'année sont en mesure d'envoyer dans l'ionosphère des rayons d'une puissance supérieure au gigawatt. Les scientifiques qui s'occupent du projet nient que leur activité ait une quelconque valeur militaire ou qu'elle interfère avec le milieu naturel. Toutefois, le terme « auroral », constitutif de l'acronyme, fait référence au phénomène des aurores boréales qui se forment à la frontière de l'ionosphère et l'atmosphère lorsque des émissions à très haute énergie provenant du soleil sont dirigées par le magnétisme terrestre vers les pôles et vont heurter les particules plus raréfiées de l'atmosphère. HAARP nie que ses émissions soient en mesure de produire artificiellement ce phénomène, même si les

émissions sont dirigées exactement vers la même zone et ont des caractéristiques très similaires à celles à haute énergie venant du soleil.

L'altération de l'ionosphère n'est pas nouvelle pour ce qui concerne les expériences militaires et a connu plusieurs précédents. En 1958, les États-Unis firent exploser trois engins atomiques à fission dans la partie inférieure de la ceinture de Van Allen et deux engins à fusion dans la partie supérieure de l'atmosphère, décochant une énorme quantité de radiations et de particules dans l'ionosphère au point d'en altérer l'équilibre. Les expériences dans l'ionosphère continuèrent en 1962, occasionnant des dégâts chez elle, et furent suspendues par suite de l'indignation de la communauté scientifique internationale. C'est à la même époque que débutèrent les expériences nucléaires des Soviétiques dans l'ionosphère et dans ces mêmes ceintures de Van Allen qui furent sérieusement endommagées, ouvrant ainsi le passage aux particules cosmiques nocives.

De nos jours, ce sont les radars météo eux-mêmes qui repèrent – souvent en corrélation avec les zones frappées par de graves phénomènes atmosphériques – les signes circulaires typiques des ondes magnétiques de haute fréquence comme celles générées par les émetteurs d'ondes longitudinales, ondes scalaires, *silent sound* et celles des transmetteurs HAARP.

Augmenter le flou sur tel projet, ou n'importe quel autre qui soit lié à l'émission d'ondes longitudinales aptes à provoquer des cataclysmes et des altérations permanentes, voilà le type de capacité que les Américains attribuent aux Russes, comme dans la plus pure tradition de la guerre froide.

Selon un scientifique militaire américain, le docteur Thomas Bearden (ingénieur nucléaire, spécialiste des armes électromagnétiques à ondes scalaires, armes à énergie dirigée, théorie des champs unifiés, électrodynamique, systèmes à énergie libre, sans oublier qu'il est directeur de l'*Association of Distinguished American Scientists*), il y a longtemps que les Russes ont mis au point des armes pour contrôler la météo, et même au-delà. Bearden affirme que les Soviétiques ont été les premiers à s'approcher de l'emploi des ondes longitudinales et de leurs dérivés, les ondes scalaires, et soutient qu'ils les ont déjà utilisées contre les États-Unis, justement pour en modifier la météo et le climat. Avec leurs premières expériences, ils réussirent à transmettre à travers une barrière l'onde électromagnétique diffusant une symphonie de Mozart à une vitesse de 4,7 fois supérieure à celle de la lumière. Les ondes longitudinales peuvent être obtenues par transmission de plasma

électromagnétique ou par d'autres méthodes, en les amenant à l'interférence réciproque. À l'état pur, elles peuvent voyager à vitesse illimitée et maintenir une énergie infinie.

Bearden affirme que la première expérience offensive soviétique contre les États-Unis avec une arme à ondes longitudinales fut lancée en avril 1963 et détruisit le sous-marin atomique US Thresher au large de la côte est. Le jour suivant, les Russes auraient provoqué une explosion sous-marine à 100 miles au nord de Porto Rico. L'expérience produisit une colonne d'eau haute d'un kilomètre et demi et fut repérée par l'équipage d'un avion et rapportée au FBI et aux garde-côtes.

Selon Bearden, l'utilisation d'ondes électromagnétique longitudinales pour la modification météo est très simple. Les impulsions de ces ondes peuvent être dirigées à l'aide d'interféromètres particuliers et, si on les fait diverger, elles provoquent un sur-réchauffement de la surface touchée, alors qu'en les faisant converger, elles la refroidissent. Étant donné que les ondes longitudinales sont pratiquement vides de masse, elles ne sont pas altérées ou atténuées par les obstacles et peuvent être dirigées et calibrées à n'importe quelle distance. De cette façon, on peut créer des points chauds de basse pression dans une zone, et des points froids de haute pression dans une autre. On peut de ce fait piloter et, qui sait, faire converger les masses nuageuses dans des zones déjà instables, en favorisant ainsi les conditions nécessaires aux ouragans, tornades et précipitations impromptues. Les altérations atmosphériques conduisent à la longue à de réelles modifications du climat.

La première modification de ce type que les Soviétiques auraient induite contre les États-Unis se serait produite en 1967. Les tracés électromagnétiques parfaitement circulaires furent repérés sous forme de petits trous dans les nuages et, selon Bearden, furent la cause de l'hiver insolite et extrêmement froid qui s'abattit sur l'Amérique du nord. D'autres modifications sur le territoire américain auraient été faites en 1976. Bearden affirme qu'entre le jour de l'attaque météorologique soviétique et les dégâts causés par les Américains en guise de cadeau de bicentenaire de leur Constitution, le temps de l'hémisphère nord-américain a changé de façon substantielle. Une possibilité encore plus préoccupante est celle qui consiste à diriger les ondes longitudinales et scalaires aussi bien par impulsions que sous forme continue sur des masses terrestres continentales ou sous-marines particulières. Les courants océaniques ne sont que des masses d'eau de différentes températures se déplaçant l'une sur l'autre et l'une à côté de l'autre dans différentes directions. Des écarts imperceptibles suffisent à créer ces mouvements. Avec les armes à

ondes longitudinales placées en mer et prédisposées à émettre des ondes continues plutôt que des ondes à impulsions, on ne crée pas de points chauds ou froids mais on surchauffe ou refroidit l'entièreté des masses traversées. La différence de température produit de petits ou grands courants, tels el Niño ou la Niña, qui déterminent le climat des littoraux qu'ils baignent.

De plus, ces ondes ont la capacité de parcourir et altérer les masses terrestres continentales ou sous-marines. Les flux d'énergie qui traversent les masses solides activent les propriétés piézoélectriques des roches qui, au fur et à mesure que l'énergie augmente, commencent à s'étendre mécaniquement. Si une telle extension vient à se produire dans une zone de faille tectonique, cela finit par faire glisser un côté de la fracture par rapport à l'autre et par déclencher des effondrements géologiques et des tremblements de terre. Là aussi, il suffit d'une variation minimale à un endroit donné et d'une petite cassure pour faire courir un mouvement tout le long de la faille. Ce qui peut être produit à l'aide de détonations souterraines utilisant des explosifs conventionnels et nucléaires est théoriquement encore plus facile à réaliser avec les impulsions des ondes longitudinales et scalaires.

7. En redonnant leur juste poids aux déclarations de Bearden sur les capacités des Soviétiques et la portée réelle des phénomènes attribuables aux armes à ondes longitudinales, quelques questions intéressantes subsistent : a) le temps, le climat et les phénomènes sismiques naturels et induits font partie de la recherche militaire encore active et tenue secrète ; b) la recherche militaire dans de nombreux cas guide et, dans d'autres suit la recherche civile, et la guerre environnementale globale n'a pas qu'une connotation militaire ; c) le lieu dévolu à la gestion de la guerre environnementale qui traite des modifications climatiques se trouve plus du côté des laboratoires scientifiques publics et privés que des postes de commandement militaires ; d) les capacités attribuées aux Soviétiques depuis les années soixante ne peuvent pas ne pas être attribuées aux Américains eux-mêmes, aux Chinois d'aujourd'hui ou aux Indiens de demain.

Si on élimine une bonne dose d'exagération et de propagande, il reste que ces capacités scientifiques et d'autres sont utilisées pour la guerre, abstraction faite de la dimension militaire. Le fait demeure que n'importe quelle innovation scientifique, même expérimentale et non mûrie, qui puisse donner l'avantage sur l'adversaire a toujours été

utilisée matériellement et dramatiquement en temps de guerre, sans aucune considération environnementale, éthique ou humanitaire. Au contraire, l'emploi d'un moyen innovant de destruction et d'interdiction quel qu'il soit fait partie intégrante du bagage culturel politique et idéologique des États militairement les plus puissants et les plus agressifs. Par ailleurs, une caractéristique des armées les plus puissantes d'aujourd'hui et de la politique sociale et économique des superpuissances est la volonté d'anéantir l'ennemi ou de détruire les intérêts des adversaires potentiels en dévastant le milieu naturel et humain dans lequel ils opèrent.

La conscience du fait que les modifications environnementales et sociales ne peuvent être circonscrites mais finissent par se retourner vers ceux qui les provoquent n'est pas encore partagée, et ceux-là mêmes qui opposent leurs propres intérêts à ceux de la planète la rejettent. Cela non plus n'est pas une nouveauté, mais il se pourrait qu'à la différence du passé et grâce aux expériences qu'on en a tirées, il n'y ait plus ni l'envie ni le temps ni la satisfaction d'attendre quelques années pour découvrir qui a raison et prendre des mesures d'urgence.

Traduction : jean-luc